
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. CII.

Du Vendredi 9 Octobre 1789.

DEPUIS que le génie de la France a recommencé l'histoire de cette ancienne monarchie, par la constitution d'une *assemblée nationale*, il semble que le caprice du sort s'est plu à lui offrir les sujets les plus dignes de l'éloquence. l'éloignement de l'armée avoit présenté un vaste champ aux talens de M. de Mirabeau. Faire adopter une loi de finances étoit une tâche plus difficile à remplir; mais on jugera par la pièce suivante des grands moyens de cet orateur.

Adresse de l'assemblée nationale à ses commettans.

« Les députés à l'assemblée nationale suspendent quelques instans leurs travaux, pour exposer à leurs commettans les besoins de l'état & inviter le patriotisme à

Tome III. Y

seconder des mesures réclamées au nom de la patrie en péril.

Nous vous trahirions si nous pouvions le dissimuler ; la nation va s'élever aux plus glorieuses destinées , ou se précipiter dans un gouffre d'infortunes.

Une grande révolution , dont le projet nous eût paru chimérique il y a peu de mois , s'est opérée au milieu de nous ; accélérée par des circonstances incalculables , elle a entraîné la subversion soudaine de l'ancien système ; mais sans nous donner le temps d'étayer ce qu'il faut conserver encore , de remplacer ce qu'il falloit détruire , elle nous a tout-à-coup environné de ruines.

En vain nos efforts ont soutenu le gouvernement ; il touche à une fatale inertie ; les revenus publics ont disparu ; le crédit n'a pu naître dans un moment où les craintes sembloient égaler les espérances. En se détendant , ce ressort de la force sociale à tout relâché , les hommes & les choses , la résolution , le courage , & jusqu'aux vertus , si votre concours ne se hâtoit de rendre au corps politique le mouvement & la vie , la plus belle révolution seroit perdue aussi-tôt qu'espérée ; elle rentreroit dans le chaos d'où tant de nobles travaux l'ont fait éclore ; & ceux qui conserveront à jamais l'amour invincible de la liberté , ne laisseroient pas même aux mauvais citoyens la honteuse consolation de redevenir esclaves.

Depuis que vos députés ont déposé , dans une réunion juste & nécessaire , toutes les rivalités , toutes les divisions d'intérêts , l'assemblée nationale n'a cessé de travailler à l'établissement des loix , qui , semblables pour tous , seront la sauve-garde de tous. Elle a réparé de grandes erreurs ; elle a brisé les liens d'une foule de servitudes qui dégradoient l'humanité ; elle a porté la

joie & l'espérance dans le cœur des habitans de la campagne, ces créanciers de la terre & de la nature, si long-temps flétris & découragés ; elle a rétabli l'égalité des Français trop méconnue , leur droit commun à servir l'état , à jouir de sa protection , à mériter ses faveurs ; enfin , d'après vos instructions , elle élève graduellement , sur la base immuable des droits imprescriptibles de l'homme , une constitution aussi douce que la nature , aussi durable que la justice , & dont les imperfections , suite de l'expérience de ses auteurs , seront facilement réparées.

Nous avons eu à combattre des préjugés invétérés depuis des siècles , & mille incertitudes accompagnent les grands changemens. Nos successeurs seront éclairés par l'expérience ; & c'est à la seule lueur des principes qu'il nous a fallu tracer une route nouvelle. Ils travailleront paisiblement , & nous avons essuyé de grands orages ; ils connoîtront leurs droits & les limites de tous les pouvoirs ; nous avons recouvré les uns & fixé les autres ; ils consolideront notre ouvrage ; ils nous surpasseront , & voilà notre récompense. Qui oseroit maintenant assigner à la France le terme de sa grandeur ? qui n'élèveroit ses espérances ? qui ne se réjouiroit d'être citoyen de cet empire ?

Cependant , telle est la crise de nos finances , que l'état est menacé de tomber en dissolution avant que ce bel ordre ait pu s'affermir. La cessation des revenus a fait disparaître le numéraire ; mille circonstances le précipitent au-dehors du royaume ; toutes les sources du crédit sont taries ; la circulation universelle menace de s'arrêter ; & si le patriotisme ne s'avance au secours du gouvernement & de l'administration des finances , qui embrasse tout , notre armée , notre flotte , nos subsistances , nos arts , notre commerce , notre agriculture , notre dette nationale , la France se voit rapidement entraînée vers la catastrophe où elle ne

recevra plus des loix que des défordres de l'anarchie... La liberté n'auroit-elle lui un instant à nos yeux que pour s'éloigner, en nous laissant le sentiment amer que nous ne sommes pas dignes de la posséder ! A notre honte & aux yeux de l'univers, nous ne pourrions attribuer nos maux qu'à nous-mêmes ! Avec un sol si fertile, avec une industrie si féconde, avec un commerce tel que le nôtre, & tant de moyens de prospérité, qu'est-ce donc que l'embarras de nos finances ? Tous nos besoins du moment sont à peine les fonds d'une campagne de guerre ; notre propre liberté ne vaut-elle pas ces luttes insensées où les victoires même nous ont été funestes ?

Ce moment une fois passé, loin de surcharger les peuples, il sera facile d'améliorer leur sort. Des réductions qui n'atteignent pas encore le luxe & l'opulence ; des réformes qui ne feront point d'infortunés, des conversions faciles d'impôts, une égale répartition, établiront, avec l'équilibre des revenus & des dépenses, un ordre permanent, qui, toujours surveillé, sera inaltérable. Et cette consolente perspective est assise sur des supputations exactes, sur des objets réels & connus. Ici les espérances sont susceptibles d'être démontrées ; l'imagination est subordonnée au calcul.

Mais les besoins actuels ! mais la force publique paralysée ! mais, pour cette année & pour la suivante, cent soixante millions d'extraordinaire !... Le premier ministre des finances nous a proposé, comme moyen principal pour cet effor, qui peut décider du salut de la monarchie, une contribution relative au revenu de chaque citoyen.

Pressés entre la nécessité de pourvoir sans délai aux besoins publics, & l'impossibilité d'approfondir, en peu d'instans, le plan qui nous étoit offert, nous avons craint de nous livrer à des discussions longues & douteuses,

& ne voyant dans les propositions du ministre rien de contraire à nos devoirs, nous avons suivi le sentiment de la confiance en préjugant qu'il seroit le vôtre. L'attachement universel de la nation pour l'auteur de ce plan, nous a paru le gage de sa réussite, & nous avons embrassé sa longue expérience, comme un guide plus sûr que des nouvelles spéculations.

L'évaluation des revenus est laissée à la conscience des citoyens : ainsi l'effet de cette mesure dépend de leur patriotisme. Il nous est donc permis, il nous est ordonné de ne pas douter de son succès. Quand la nation s'élance du néant de la servitude vers la création de la liberté ; quand la politique va concourir avec la nature au déploiement immense de ses hautes destinées, de vils passions s'opposeroient à sa grandeur ! l'égoïsme l'arrêteroit dans son essor ! le salut de l'état pèseroit moins qu'une contribution personnelle : non, un tel égarement n'est pas dans la nature ; les passions même ne cèdent pas à des calculs si trompeurs. Si la révolution qui nous a donné une patrie pouvoit laisser indifférens quelques Français, la tranquillité du royaume, gage unique de leur sûreté particulière, seroit du moins un intérêt pour eux. Non, ce n'est point au sein du bouleversement universel, dans la dégradation de l'autorité tutélaire ; lorsqu'une foule de citoyens indigens, repoussés de tous les ateliers de travaux, harceleront une impuissante pitié ; lorsque les troupes se disfondront en bandes errantes, armées de glaive & provoqués par la faim ; lorsque toutes les propriétés seront insultées, l'existence de tous les individus menacée, la terreur ou la douleur aux portes de toutes les familles ; ce n'est point dans ce renversement que de barbares égoïstes jouiroient en paix de leurs coupables refus à la patrie ! L'unique distinction de leur sort dans les peines

communes feroit, aux yeux de tous, un juste opprobre; au fond de leur ame, un inutile remords.

Eh ! que de preuves récentes n'avons-nous pas de l'esprit public qui rend tous les succès si faciles ! Avec quelle rapidité se sont formées ces milices nationales, ces légions de citoyens armés pour la défense de l'état, le maintien de la paix, la conservation des loix ! Une généreuse émulation se manifeste de toutes parts. Villes, communautés, provinces, ont regardé leurs privilèges comme des distinctions odieuses ; elles ont brigué l'honneur de s'en dépouiller pour en enrichir la patrie. Vous le savez ; on n'avoit pas le loisir de rédiger en arrêtés les sacrifices qu'un sentiment vraiment pur & vraiment civique, dictoit à toutes les classes de citoyens, pour rendre à la grande famille tout ce qui dotoit quelques individus au préjudice des autres.

Sur-tout, depuis la crise de nos finances, les dons patriotiques se sont multipliés, c'est du trône dont un prince bienfaisant relève la majesté par ses vertus, que sont partis les plus grands exemples.

O vous, si justement aimé de vos peuples ! roi, honnête homme & bon citoyen ! vous avez jetté un coup-d'œil sur la magnificence qui vous environne ; vous avez voulu, & des métaux d'ostension sont devenus des sources nationales. Vous avez frappé sur des objets de luxe, mais votre dignité suprême en a reçu un nouvel éclat ; pendant que l'amour des Français, pour votre personne sacrée, murmure de vos privations, leur sensibilité applaudit à votre noble courage, & leur générosité vous rendra vos bienfaits comme vous desirez qu'on vous les rende, en imitant vos vertus, en vous donnant la joie d'avoir guidé toute votre nation dans la carrière du bien public.

Que de richesses, dont un luxe de parade & de vanité

a fait sa proie ; vont reproduire des moyens actifs de prospérité ! Combien la sage économie des individus peut concourir avec les plus grandes vues pour la restauration du royaume ! Que de trésors accumulés par la piété de nos pères pour le service des autels , sortiront de l'obscurité pour le service de la patrie , & n'auront pas changé leur religieuse destination ! « Voilà les réserves que j'ai recueillies dans des temps prospérés , dit la religion sainte ; je les rapporte à la masse commune dans des temps de calamité. Ce n'étoit pas pour moi , un éclat emprunté n'ajoute rien à ma grandeur ; c'étoit pour vous , pour l'état que j'ai levé cet honorable tribut sur les vertus de vos pères. »

Oh ! qui se refuseroit à de si touchans exemples ! quel moment pour déployer nos ressources & pour invoquer les secours de toutes les parties de l'empire ! Prévenez l'opprobre qu'imprimeroit à la liberté naissante la violation des engagemens les plus sacrés ; prévenez ces secousses terribles qui , en bouleversant les établissemens les plus solides , n'ébranleroient bientôt , dans la France entière , que les tristes débris d'un honteux naufrage. Combien ne s'abuse-t-on pas si , à une certaine distance de la capitale , on n'envisage la foi publique , ni dans ses immenses rapports avec la prospérité nationale , ni comme la première condition du contrat qui nous lie ! Ceux qui osent prononcer l'infâme mot de banqueroute , veulent-ils donc une société d'animaux féroces & non d'hommes justes & libres ? Quel est le Français qui oseroit regarder un de ses concitoyens malheureux , quand il pourroit se dire à soi-même , *j'ai contribué pour ma part à empoisonner l'existence de plusieurs millions de mes semblables ?* Serions-nous cette nation à qui ses ennemis même accordent la fierté de l'honneur , si les étrangers pouvoient nous flétrir du titre de NATION

BANQUEROUTIERE , & nous accuser de n'avoir repris notre liberté & nos forces que pour comettre des attentats dont le despotisme avoit horreur ?

Peu importeroit de protester que nous ne l'avons jamais prémédité ce forfait exécrable ; ah ! les cris des victimes dont nous aurions rempli l'Europe , protesteroient plus haut contre nous ! Il faut agir ; il faut des mesures promptes , efficaces , certaines : qu'il disparoisse enfin ce nuage trop long-temps suspendu sur nos têtes , qui , d'une extrémité de l'Europe à l'autre , jette l'effroi parmi les créanciers de la France , & peut devenir plus funeste à ses ressources nationales que les fleaux terribles qui ont ravagé nos campagnes.

Que de courage vous nous rendez pour les fonctions que vous nous avez confiées ! Comment travaillerions-nous avec sécurité à la constitution d'un état dont l'existence est compromise ? Nous avons juré de sauver la patrie ; jugez de nos angoisses quand nous craignons de la voir périr dans nos mains ! il ne faut qu'un sacrifice d'un moment , offert véritablement au bien public & non pas aux déprédations de la cupidité. Eh bien ! cette légère expiation pour les erreurs & les fautes d'un temps marqué par notre servitude politique , est-elle donc au-dessus de notre courage ? Songeons au prix qu'a coûté la liberté à tous les peuples qui s'en sont montrés dignes ; des flots de sang ont coulé pour elle ; de longs malheurs , d'affreuses guerres civiles ont par-tout marqué sa naissance ! elle ne nous demande que des sacrifices d'argent , & cette offrande vulgaire n'est pas un don qui nous appauvrisse ; elle revient nous enrichir & retombe sur nos cités , sur nos campagnes , pour en augmenter la gloire & la prospérité ».

M. Mounier étant malade , a prié l'assemblée de le dis-

penſer des fonctions de préſident pour cette ſéance , qui a été tenue par M. Chapelier. Sur la réclamation de de MM. Criſtin & Pons de Solages , l'aſſemblée a arrêté que le n°. LXXX des procès-verbaux ſeroit réimprimé à cauſe des fautes graves qui s'étoient gliffées dans la rédaction.

M. Robert-Pierre a demandé la traduction & l'impreſſion de la lettre écrite à l'aſſemblée par les deux Anglois. Il eſt beau de voir des membres d'une nation rivale applaudir à nos efforts pour conquérir la liberté ; c'eſt ainſi que toutes les rivalités nationales diſparoiffent devant le grand intérêt de l'humanité.

On a repris le travail de la conſtitution. L'article VII a été adopté unanimement en ces termes :

« Le corps légiſlatif préſentera ſes décrets au roi , ou ſéparément , à meſure qu'ils ſeront rendus , ou enſemble , à la fin de chaque ſeſſion. »

L'article VIII a été mis à la diſcuſſion. M. de Bouſ-mard a obſervé que d'après le décret qui établifſoit le conſentement du roi , il étoit néceſſaire de l'exprimer dans la formule , & d'ajouter le mot *conſent* avant ceux-ci , *fera exécuter*. L'article a été adopté en la forme ſuivante :

« Le conſentement royal ſera exprimé ſur chaque décret , par cette formule ſignée du roi : *Le roi conſent & fera exécuter* ; le refus ſuſpenſif ſera exprimé par celle-ci : *le roi examinera.* »

L'article IX a excité des débats plus longs que le précédent. Après avoir déterminé la formule de la ſanction royale , il reſtoit à fixer celle de la promulgation , la rédaction du comité étoit conçue ainſi : « Après avoir conſenti au décret , le roi le fera ſceller & ordonnera qu'il ſoit adreſſé aux tribunaux , aux aſſemblées adminiſtratives & aux municipalités , pour être lu , publié , inſcrit dans les

registres , & exécuté sans délibération , difficulté ni retard.

« Vous ne pouvez plus vous contenter , disoit M. Robert-Pierre , de la forme des arrêts du conseil , ni la formule usitée des déclarations anciennes. Il est impossible de concilier le droit national avec les formes employées jusqu'à ce moment , *de notre pleine puissance ; car tel est notre plaisir*. Je voudrois que tous les décrets du pouvoir législatif soient exprimés par le terme uniforme de loi ; que les formules usitées jusqu'à présent dans la promulgation des loix soient abolies ; que les formes soient remplacées par une forme noble & simple , qui annonce le droit nationale & le caractère sacré de la loi. Je propose qu'après ces mots , *Louis , roi des Français* , on transcrive littéralement le décret de l'assemblée nationale , terminé par ces mots ; *Que cette loi soit inviolable & sainte pour tous* ; il sera scellé d'un sceau uniforme , adressé aux tribunaux , aux assemblées administratives , & aux municipalités , pour être lu , publié & exécuté.

M. Duport vouloit qu'on donnât aux délibérations législatives le nom de *décret national*.

MM. Desmeuniers & Regnaut propoisoient l'uniformité du sceau pour toutes les loix dans tout le royaume , ce qui a été adopté unanimement & qui ne regardoit que la Bretagne , la Provence & le Dauphiné.

M. Fréteau insistoit pour que le nom de *loi* , respecté chez tous les peuples , fût conservé pour tout ce qui doit faire l'objet de la confiance , de l'espérance & de l'étude des hommes. Quant à la formule , *Louis par la grace de Dieu* , elle tient à des principes religieux & aux sentimens de vénération pour les princes qui nous gouvernent ; il faut y ajouter , & *par la loi du royaume , roi des Français* , il faut qu'à côté du nom du roi , vous placiez celui de représentant du peuple.

M. Lanjuinais proposoit de renvoyer au comité de rédaction cet article , pour en former plusieurs sur les divers objets qu'il présentoit.

M. Pethion trouvoit inutile de mettre ces mots , *par la grace de Dieu* ; c'est à la volonté des peuples , disoit-il , que les rois doivent leur couronne ; ils ne régneroient pas sans le consentement des nations ; mais il a été arrêté par des murmures. Ce n'est pas que le principe soit faux ; car si la religion nous donne un Dieu , c'est la politique qui nous donne des rois ; & les peuples ne sont pas des troupeaux livrés par le sort de leur naissance à la discrétion des chefs qui les gouvernent.

« Je ne vois , a dit M. de Mirabeau , aucun intérêt pour les nations de renoncer aux formes anciennes qui sont analogues à des sentimens religieux , lorsque ces formules ne tirent pas à conséquence. Sans doute celle-ci : *de notre certaine science & pleine puissance* , heurte le bon sens ; mais cette autre , *Louis par la grace Dieu* , considérée comme un élan religieux , est sans danger ; elle peut être conservée comme un point de ralliement parmi les hommes ; mais il est vrai que si les rois tiennent leur puissance de Dieu , les hommes tiennent de lui leur liberté , & les nations sont souveraines par la grace de dieu : il faut donc dire , *Louis par la grace de Dieu & la volonté de la nation , roi des Français* ; le mot *volonté* est plus fort que celui de consentement.

M. Fréteau défendoit avec autant d'érudition que de chaleur la formule ordinaire , *Louis par la grace de Dieu* ; il y trouvoit une grande idée de justice divine , & de providence nécessaire à présenter aux peuples , à la tête des loix. La religion fut toujours employée par les législateurs ; M. Fréteau pouvoit le prouver par un code fameux en Europe , par le code romain , mais il a trouvé

des principes plus élevés dans le deutérionome ; il ajoutoit ensuite que la loi devoit encore présenter l'idée de l'élection du roi par les peuples , formule qui est toujours consacrée par l'*édit des pisfus*.

M. l'archevêque d'Aix a présenté le rapport qui lie la religion & la morale à l'administration & aux loix.

On a lu la formule rédigée par M. de Mirabeau, dont la première partie est conçue ainsi :

« Louis, par la grace de Dieu & la loi constitutionnelle de l'état, roi des Français, à tous ceux qui ces présentes verront, salut ; conformément au vœu & à la proposition de l'assemblée nationale , nous ordonnons ce qui suit.....

M. Target a critiqué ces mots, le vœu & la proposition, comme ne rendant pas avec assez de vérité la puissance de la nation. Le décret est le résultat de la volonté générale & non pas un simple vœu de la nation, décrète la loi & ne la propose pas simplement ; il a proposé de dire, à la place de ces mots conformément &c., l'assemblée nationale décrète, & nous ordonnons ce qui suit. M. Prieur vouloit y substituer ces mots, d'après le décret de l'assemblée nationale. M. Populus disoit, conformément à ce qui a été décrété par l'assemblée.

Ce seroit dangereux, a répliqué M. Target ; cette formule pourroit conduire un jour les ministres à ne mettre dans les ordonnances du roi que l'esprit & le sens des décrets de l'assemblée ; ils diront qu'ils n'ont fait qu'expliquer le sens des décrets ; & ils feront de cette manière les loix à leur gré.

Les mots, roi des Français, ont été débattus ; certains membres vouloient conserver l'ancienne forme, roi de France & de Navarre.

M. Lanjuinais insistoit pour les mots, *roi des Français*

& des Navarrais. « Ce n'est pas sans raison, disoit M. le Berthon, qu'il faut dire, *le roi des Français* ; l'ancienne formule laisse trop dans l'idée des rois qu'ils sont maîtres du territoire des empires : ce n'étoit là en effet que la traduction des formules de nos anciens diplomes, *Franco-rum rex* ; cet amendement a été adopté.

Aussi-tôt les applaudissemens les plus vifs se sont fait entendre dans toute la salle, avec des acclamations réitérées en faveur du roi des Français.

M. Fréteau a observé ensuite que la rédaction du titre de roi de Navarre, dans les titres du roi de France, avoit été un des objets de l'ambition espagnole, & que, pour la dignité du décret, il falloit entendre la discussion des intérêts de la Navarre.

MM. Garat, Nosciton & l'abbé Saurine ont appuyé cette motion ; & M. d'Estournel a dit qu'il falloit se concerter avec le roi sur cet objet.

On a vu aussi-tôt l'assemblée se décider pour le parti qui peut concilier les intérêts des habitans de la Navarre avec ceux d'un grand empire, dont ils tiennent sans doute à honneur de faire partie.

L'ajournement a été adopté & fixé à lundi prochain. Il seroit sans doute à désirer, que les députés de la Navarre fissent connoître leurs droits, & il est probable qu'ils ne les sépareroient pas de ceux des Français dont ils augmentent le nombre.

Les autres amendemens, & la discussion du reste de l'article ont été renvoyés à la séance d'aujourd'hui.

Il étoit naturel que la ville, qui depuis Louis XIV étoit le séjour des rois, exprimât ses regrets en voyant Louis XVI s'éloigner de ses murs. Une députation de la municipalité de Versailles ayant demandé à être admise & entendue, l'un de ses membres a dit :

MESSEIGNEURS,

Les officiers municipaux de Versailles, chargés d'exprimer à l'assemblée nationale les sentimens douloureux de leurs concitoyens, sur la perte qu'ils viennent d'éprouver & sur celle qui les menace, s'empresent de remplir un devoir cher à leur cœur. Ils vous supplient, messeigneurs, de ne pas abandonner Versailles, & de vouloir bien être auprès de sa majesté les interprètes de leur amour, de leur profond respect pour sa personne sacrée, & de leurs vœux ardens pour son retour dans une ville qui a le bonheur d'être le berceau & la résidence de nos rois, depuis plus d'un siècle.

Réponse du président.

Il y a long-temps que les rois de France sont habitués à voir leurs sujets rivaliser d'amour & de sensibilité. L'assemblée nationale ne s'étonne point des profonds regrets que vous manifestez sur la perte que vous avez éprouvée. Elle prendra en considération la demande que vous lui faites.

N. B. A la page 220 du N° XCIX, ligne 21, lisez, établis au lieu d'oubliés.

A V I S.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s., franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.